

VIA WUI
EURCOM WSH

21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.
A : CCE - WASH
REF: 11:34 7-05-83 000178169 - 000020809

TLX NR. 77501-SG/B-11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 125 DU 06.05.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION

LA COMMISSION A CONSACRE L'ESSENTIEL DE SES DEBATS DE CETTE SEMAINE AUX PROBLEMES DU FINANCEMENT DE LA COMMUNAUTE.

ELLE A DU REPORTER UN BON NOMBRE DE POINTS A SA REUNION DU 11 MAI QUI DEVRAIT NORMALEMENT TRAITER DE :

- LA PROMOTION DU ROLE DE L'ECU ET DE SON STATUT DE DEVISE,
- LE DEVELOPPEMENT DU S.M.E. ET DES CONVERGENCES ECONOMIQUES EN VUE DU CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART,
- UN PROJET DE COMMUNICATION SUR LE FINANCEMENT COMMUNAUTAIRE DE L'INNOVATION DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES,
- UNE COMMUNICATION SUR LES ORIENTATIONS FUTURES DE LA POLITIQUE DES STRUCTURES AGRICOLES A LA LUMIERE D'UNE ANALYSE DE L'EVOLUTION ET DE L'EXPERIENCE DE LA DERNIERE DECENNIE : EMPLOI, DIMENSION DES EXPLOITATIONS ET REVENUS AGRICOLES,
- UN RAPPORT SUR LES TELECOMMUNICATIONS,
- UN RAPPORT INTERIMAIRE SUR LES REALITES ET LES TENDANCES DE LA TELEVISION EN EUROPE A L'ECHELLE DU CONTINENT (UN LIVRE VERT EST EN COURS DE PREPARATION SUR LES PERSPECTIVES D'ETABLISSEMENT D'UN MARCHÉ COMMUN EN MATIERE DE TELEVISION).

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 FINANCEMENT DE LA COMMUNAUTE

LA COMMISSION A APPROUVE SA PROPOSITION AU CONSEIL SUR LES NOUVELLES RESSOURCES PROPRES.

DE NOUVELLES RESSOURCES SONT DEVENUES INDISPENSABLES POUR GARANTIR LE FONCTIONNEMENT REGULIER DE LA COMMUNAUTE. LA FLAMBEE DES DEPENSES AGRICOLES CES DERNIERS MOIS RENDRA PROCHAINEMENT NECESSAIRE UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE QUI CONSOMMERA UNE TRES GRANDE PARTIE DES RESSOURCES ENCORE DISPONIBLES CETTE ANNEE. POUR 1984, LES PREVISIONS AGRICOLES ET LE DEVELOPPEMENT DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES, NE LAISSERONT QU'UNE MARGE DE SECURITE TRES ETROITE. IL S'AGIT DONC D'ASSURER LA STABILITE ET LA CONTINUTE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE DANS LES DOMAINES DE SA COMPETENCE.

LA CREATION DE NOUVELLES RESSOURCES DEVRAIT EGALEMENT CONTRIBUER A LA CORRECTION DE CERTAINS DES DESEQUILIBRES BUDGETAIRES QUI PREOCCUPENT LA COMMUNAUTE DEPUIS QUATRE ANS DEJA.

LA COMMISSION PROPOSE D'ABORD DE SUPPRIMER LE PLAFOND DE 1 0/0 POUR LES RECETTES TIREES DE LA T.V.A. (CETTE DECISION FONDAMENTALE DEVRA ETRE APPROUVEE PAR LES DIX PARLEMENTS). ELLE PROPOSE EN MEME TEMPS QUE LES PRELEVEMENTS SUR LA TVA SOIENT AUTORISES A L'AVENIR PAR DES DECISIONS CONJOINTES DU CONSEIL (A L'UNANIMITE) ET DU PARLEMENT EUROPEEN ET CELA PAR TRANCHES SUCCESSIVES CORRESPONDANT A 4/10EME DE POINT DE TVA. AINSI LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES RESTERAIT CONTROLÉ MAIS LA PROCEDURE DE LEUR EXTENSION SERAIT PUREMENT COMMUNAUTAIRE.

Western Union International, Inc. Telex

Western Union International, Inc. Telex

LA COMMISSION PROPOSE EGALEMENT QUE LE TAUX D'UNE PARTIE DES RECETTES TVA (CORRESPONDANT A PEU PRES AU QUART DU VOLUME DU BUDGET) SOIT MODULE DE MANIERE A TENIR COMPTE DE PLUSIEURS INDICATEURS QUI EXPRIMENT D'UNE PART LE VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE DE CHACUN DE NOS PAYS, D'AUTRE PART, LEUR RICHESSE RELATIVE ET L'ACTIVITE DE LEUR ECONOMIE.

CETTE MESURE ASSURERA UNE MEILLEURE HOMOGENEITE ENTRE LA NATURE DES DEPENSES (LARGEMENT AGRICOLES) ET CELLE DES RECETTES (QUI TIENDRONT MIEUX COMPTE DE L'ACTIVITE AGRICOLE DES PAYS MEMBRES). LA COMBINAISON DES INDICATEURS EVITE DE PENALISER LES PAYS LES MOINS PROSPERES DE LA COMMUNAUTE A FORTE ACTIVITE AGRICOLE (GRECE, IRLANDE).

ENFIN, LA COMMISSION FAIT CONNAITRE SON INTENTION DE PROPOSER PROCHAINEMENT L'INSTAURATION D'UNE TAXE SUR LA CONSOMMATION D'ENERGIE (NON INDUSTRIELLE) QUI SERA AFFECTEE AU DEVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE COMMUNE EN MATIERE D'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE ET DE SECURITE D'APPROVISIONNEMENT.

M. TUGENDHAT A FAIT APPROUVER L'ETAT PREVISIONNEL DE LA COMMISSION POUR 1984. EN DEHORS DES DEPENSES AGRICOLES EN NETTE HAUSSE, IL PREVOIT UN ACCROISSEMENT IMPORTANT DES CREDITS DU FONDS REGIONAL ET DU FONDS SOCIAL DANS LA PERSPECTIVE D'UN DOUBLEMENT DE CES CREDITS EN VALEUR REELLE DANS LES CINQ ANS. UN ACCROISSEMENT IMPORTANT DES CREDITS DESTINES A LA POLITIQUE DE L'ENERGIE, A LA POLITIQUE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT, A LA POLITIQUE INDUSTRIELLE, ETC... EST EGALEMENT PROPOSE. CES DISPOSITIONS, CONFORMES AUX VUES DU PARLEMENT EUROPEEN ET AUX ENGAGEMENTS PRIS PAR LE PRESIDENT THORN DEVANT LE PARLEMENT EN FEVRIER DERNIER, VONT CONDUIRE A L'UTILISATION QUASI COMPLETE DES RESSOURCES PREVISIBLES POUR 1984.

2.2 STRATEGIE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

M. DAVIGNON A FAIT APPROUVER LE PROGRAMME-CADRE DES ACTIVITES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DE LA COMMUNAUTE POUR LES QUATRE PROCHAINES ANNEES (1984/1987). CE PROGRAMME FIXE LES SEPT OBJECTIFS PRIORITAIRES DE LA STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE RECHERCHE ET LA REPARTITION ENTRE EUX DES GRANDES MASSES DES CREDITS DE RECHERCHE A Y AFFECTER (L'EFFORT FINANCIER MINIMAL POUR CES QUATRE ANNEES A ETE ESTIME A 4.7 MILLIARDS D'ECU). IL PROPOSE EN OUTRE DE PREVOIR L'ATTRIBUTION A LA RECHERCHE COMMUNAUTAIRE DES 1987 DE 4 0/0 DU BUDGET GLOBAL DES COMMUNAUTES CE QUI CORRESPONDRAIT A UN DOUBLEMENT DES CREDITS (EN VALEUR REELLE) PAR RAPPORT A L'EXERCICE 1982.

2.3 PROGRAMME 'ESPRIT'

LA COMMISSION A MIS AU POINT LE PROGRAMME QUI CONSTITUE UNE VERITABLE STRATEGIE DE RATTRAPAGE DANS LES TECHNOLOGIES DE POINTE DE L'INFORMATION EN VUE DE FREINER LE PROCESSUS DE DEGRADATION ET LA DEPENDANCE EXTERIEURE DE L'INDUSTRIE EUROPEENNE.

UN PREMIER PROGRAMME DE RECHERCHE DE CINQ ANS, DEBUTANT EN 1984, A ETE MIS AU POINT APRES DE LONGUES CONSULTATIONS AVEC LES INDUSTRIELS DU SECTEUR, LES UNIVERSITES ET LES ADMINISTRATIONS DES ETATS MEMBRES. LES DOMAINES D'ACTION RETENUS SE SITUENT A LA PHASE DITE DE 'PRECOMPETITIVITE' : MICROELECTRONIQUE, TRAITEMENT AVANCE DE L'INFORMATION, TECHNOLOGIE DU LOGICIEL ET LEURS APPLICATIONS SPECIFIQUES (BUREAUTIQUE ET ROBOTIQUE NOTAMMENT).

LE COUT TOTAL S'ELEVERAIT A 1,5 MILLIARDS D'ECUS FINANCE EN PARTS EGALES PAR LA COMMUNAUTE ET PAR L'INDUSTRIE.

3. ELARGISSEMENT

3.1 PORTUGAL : SUPPLEANTS 29.4

LA CONFERENCE A NOTAMMENT PRIS ACTE D'UNE DECLARATION DE LA COMMUNAUTE SUR LES RELATIONS EXTERIEURES.

LA DELEGATION PORTUGAISE A EXPRIME SES PREOCCUPATIONS CONCERNANT L'ABSENCE DE REPOIN DE LA COMMISSION A UNE DEMANDE DE REUNIONS TECHNIQUES SUR LA PECHE. LA PRESIDENCE A INDIQUE SON ESPOIR QUE LA COMMUNAUTE PUISSE COMMUNIQUER SA POSITION SUR CE CHAPITRE LORS DE LA PROCHAINE SESSION MINISTERIELLE.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 SOMMET DE WILLIAMSBURG

LA COMMISSION A ADOPTE ET TRANSMIS AU CONSEIL UNE COMMUNICATION DU PRESIDENT THORN SUR LES PRINCIPAUX THEMES QUI SERONT EVOQUES LORS DU PROCHAIN SOMMET.

VENDREDI DERNIER, LE VICE-PRESIDENT ORTOLI A PARTICIPE A LA REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DES SEPT A WASHINGTON QUI DEVAIT EXAMINER LA QUESTION DES INTERVENTIONS SUR LES MARCHES DES CHANGES. LA COMMISSION ET LA COMMUNAUTE ONT PLEINEMENT PARTICIPE AUX TRAVAUX D'ELABORATION DU RAPPORT DU GROUPE CREE PAR LE SOMMET DE VERSAILLES DONT LES MINISTRES ONT TIRE DES CONCLUSIONS QU'ILS ONT RENDUES PUBLIQUES.

M. ORTOLI S'EST DECLARE SATISFAIT DE LA RENCONTRE. IL A RAPPELE QUE LA COMMISSION S'EST SOUVENT MONTREE FAVORABLE A DES INTERVENTIONS QUI, SOUS CERTAINES CONDITIONS, CONSTITUENT UN MOYEN NECESSAIRE POUR RETABLIR UNE MEILLEURE STABILITE DES TAUX DE CHANGE ET IL ESTIME QUE LES CONCLUSIONS DE WASHINGTON OUVERT LA VOIE POUR LA REALISATION DE PROGRES DANS CETTE DIRECTION.

4.2 QUADRILATERAL MEETING

AT THE SUGGESTION OF THE UNITED STATES, (US TRADE REPRESENTATIVE, MR BROCK) A QUADRILATERAL MEETING TOOK PLACE ON 29TH APRIL IN BRUSSELS WITH THE PARTICIPATION OF VICE PRESIDENT HAFERKAMP. THE PURPOSE OF THESE INFORMAL DISCUSSIONS WAS TO REVIEW THE PROBLEMS OF LDC DEBTS, AND TO DISCUSS POLICY MEASURES IN THE FINANCE AND TRADE FIELDS TO ALLEVIATE THIS AND RELATED DIFFICULTIES. THE DISCUSSION WILL PROVIDE A TRADE POLICY INPUT FOR THE FINANCE/TRADE MINISTERS' MEETING DUE TO TAKE PLACE IN PARIS ON 10TH MAY. THE TALKS FOCUSED ON THE IMPACT ON WORLD TRADE OF THE LDC DEBT PROBLEM. THERE WAS A WIDE MEASURE OF AGREEMENT THAT A BALANCE HAS TO BE FOUND BETWEEN CONTINUING ASSISTANCE TO DEVELOPING COUNTRIES TO ENABLE THEM TO COVER THEIR ESSENTIAL NEEDS FROM IMF SOURCES AND THROUGH SOME CONTINUED COMMERCIAL BANK FUNDING. THE HOPED-FOR GROWTH IN THE WORLD ECONOMY WOULD ALSO HAVE TO BE MANAGED IN SUCH A WAY AS TO CREATE ADDITIONAL EXPORT OPPORTUNITIES FOR DEVELOPING COUNTRIES, ALTHOUGH IT WAS STRESSED THAT THE RANGE OF ACTIONS AVAILABLE WAS STRICTLY LIMITED. SUGGESTIONS (WHICH IT WAS AGREED NEEDED TO BE EXAMINED FURTHER WITH FINANCE MINISTERS) INCLUDED IMPROVED IMF/GATT COORDINATION, MAINTENANCE OF IMF/IDA FUNDING, PARTICULARLY FOR THE LDC AND ACTION CURB EXCESSIVE EXCHANGE RATE MOVEMENTS, AMONG OTHER MACRO-ECONOMIC POLICY MEASURES DESIGNED TO EASE THE PROBLEM OF DEBT SERVICING AND TRADE PROSPECTS.

IN A BRIEF EXCHANGE OF VIEWS ON UNCTAD VI, THE EMPHASIS WAS PLACED ON THE AVOIDANCE OF CONFRONTATION AND ENCOURAGEMENT OF THE MORE MODERATE VOICES AMONG DEVELOPING COUNTRIES.

4.3 RENCONTRE AGRICOLE CEE/USA

UNE TROISIEME REUNION A HAUT NIVEAU S'EST TENUE A BRUXELLES LE 3 MAI ENTRE LES ADMINISTRATIONS COMMUNAUTAIRE (M. VILLAIN) ET AMERICAINE (MR. LYG).

APRES L'ANALYSE DES DEVELOPPEMENTS RECENTS (DISCUSSION SUR LES PRIX 83/84, PIK PROGRAMME), LES ENTRETIENS ONT PORTE SUR LES PRODUITS SUIVANTS : BLE ET FARINE, POULET, PRODUITS LAITIERS, CORN GLUTEN FEED. BIEN QU'UN CERTAIN NOMBRE DE POINTS DE CONVERGENCE APPARAISSENT IL N'A PAS ENCORE ETE POSSIBLE D'ARRIVER A UNE CONCLUSION.

UN PROJET D'ECHANGE MUTUEL D'INFORMATIONS STATISTIQUES A ETE AGREE PAR LES DEUX DELEGATIONS.

Western Union International, Inc. International Telex

International Telex Western Union International, Inc. International Telex

LES DISCUSSIONS BILATERALES REPRENDRONT A BRUXELLES LE 3 JUIN 1983 EN VUE D'ARRIVER A UNE CONCLUSION QUI POURRAIT SE TRADUIRE PAR LA PUBLICATION D'UNE DECLARATION COMMUNE.

4.4 JAPON : COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

CONFIRMANT L'INTERET EXPRIME PAR LES DEUX PARTIES LORS DES ENTRETIENS AU NIVEAU MINISTERIEL DE FEVRIER DE DEVELOPPER LEURS RELATIONS AU DELA DES PROBLEMES COMMERCIAUX, LA COMMISSION A PROPOSE AU CONSEIL D'ENTAMER DES NEGOCIATIONS AVEC LE JAPON EN VUE DE CONCLURE UN ACCORD-CADRE QUI N'EXCLUERAIT A PRIORI AUCUN DOMAINE SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE.

UNE TELLE COOPERATION SEMBLE DES MAINTENANT POSSIBLE DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA FUSION THERMONUCLEAIRE CONTROLEE, LA SURETE NUCLEAIRE, LES MATERIAUX ET METHODES DE REFERENCE, LE METROLOGIE, L'ENVIRONNEMENT, LES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUEVABLES.

4.5 AUSTRALIE

LES MINISTRES AUSTRALIENS DES AFFAIRES ETRANGERES, M. HAYDEN, ET DE L'AGRICULTURE, M. KERIN, DOIVENT RENDRE VISITE A LA COMMISSION CE VENDREDI 6 MAI. ILS SERONT RECUS PAR LE PRESIDENT THORN ET AURONT DES ENTRETIENS SUCCESSIVEMENT AVEC MM. HAFERKAMP, DAVIGNON, DALSAGER ET PISANI, AVEC LESQUELS ILS EVOQUERONT L'ENSEMBLE DES ASPECTS DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES ENTRE L'AUSTRALIE ET LA COMMUNAUTE.

VENANT PEU APRES LA RECENTE ARRIVEE AU POUVOIR DU PARTI TRAVAILLISTE, CE PREMIER CONTACT ENTRE LES NOUVEAUX MINISTRES ET LA COMMISSION PERMET D'ESPERER QUE LES RELATIONS ENTRE LA COMMUNAUTE ET L'AUSTRALIE EN RECEVRONT UNE IMPULSION NOUVELLE.

4.6 AUTRICHE : NEGOCIATIONS TRANSPORTS

LA COMMISSION A ADOPTE ET TRANSMIS AU CONSEIL LE RAPPORT PREVU A L'ARTICLE 3 DE LA DECISION DU CONSEIL DU 15 DECEMBRE 1981, RELATIVE A L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS AVEC L'AUTRICHE DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS. A L'ISSUE DES TROIS SESSIONS DE NEGOCIATIONS, LES DIRECTIVES ACTUELLES ONT ETE EPUISEES : LES PROBLEMES EXISTANTS ONT ETE IDENTIFIES ET LES SOLUTIONS POSSIBLES MISES EN RELIEF.

AFIN DE POUVOIR PASSER A L'ELABORATION D'UN ACCORD, LA COMMISSION PROPOSE L'EXTENSION DES DIRECTIVES DE NEGOCIATIONS AUX QUESTIONS FINANCIERES. CECI PERMETTRAIT DE DONNER UNE REponse PLUS FAVORABLE A LA DEMANDE AUTRICHIENNE D'UNE CONTRIBUTION FINANCIERE COMMUNAUTAIRE A UN PROJET D'INFRASTRUCTURE EN AUTRICHE ET DE PLACER CETTE DEMANDE DANS LE CONTEXTE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTE. IL SERAIT AINSI POSSIBLE D'OBTENIR UNE SOLUTION GLOBALE AUX PROBLEMES DE TRANSPORTS ENTRE LA COMMUNAUTE ET L'AUTRICHE.

CE DOSSIER FIGURERA A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL 'TRANSPORTS' DU 7 JUIN.

4.7 TUNISIE

M. MOHAMED M'ZALI, PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE TUNISIENNE A EFFECTUE UNE VISITE OFFICIELLE A LA COMMISSION. IL ETAIT ACCOMPAGNE DES MINISTRES DE L'ECONOMIE NATIONALE ET DE L'AGRICULTURE ET DU SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE.

M. M'ZALI A EU UN ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT THORN, AU COURS DUQUEL IL A LANCE UN APPEL A LA COMMUNAUTE AFIN QUE CELLE-CI ASSUME DAVANTAGE DE RESPONSABILITES DANS LE REGLEMENT JUSTE ET GLOBAL DU CONFLIT DU MOYEN-ORIENT.

PAR AILLEURS, LA DELEGATION TUNISIENNE A EU UNE REUNION AVEC LES MEMBRES DE LA COMMISSION.

Western Union International Telex

Western Union International, Inc. International Telex Western

LE PREMIER MINISTRE A SOULIGNE QUE LES RELATIONS ENTRE LA TUNISIE ET LA COMMUNAUTE SONT AUJOURD'HUI A LA CROISEE DES CHEMINS DU FAIT DE L'ELARGISSEMENT ET MERITENT UNE REFLEXION COMMUNE ET APPROFONDIE. DANS CET ORDRE D'IDEE, IL A MIS L'ACCENT SUR LE MOUVEMENT D'UNIFICATION MAGHREBINE EN TANT QUE DONNEE DE BASE AVEC LAQUELLE L'EUROPE DEVRA COMPTER POUR DEFINIR UNE POLITIQUE MEDITERRANEENNE RESPONSABLE ET COMPATIBLE AVEC DE NOUVELLES EXIGENCES DE SOLIDARITE, DE COMPLEMENTARITE, DE SECURITE ECONOMIQUE ET SOCIALE ET DE STABILITE DANS LA REGION MEDITERRANEENNE.

DE SON COTE, LA COMMISSION A SOULIGNE L'IMPORTANCE QU'ELLE ATTACHE AUX RELATIONS PRIVILEGIEES EXISTANT ENTRE LA TUNISIE ET LA COMMUNAUTE. ELLE A RAPPELE QUE, DANS SA COMMUNICATION DU 24 JUIN 1982, ELLE AVAIT ESTIME QU'IL ETAIT ESSENTIEL DE MAINTENIR L'ACQUIS QUE CONSTITUENT LES ACCORDS ET QUE LA COMMUNAUTE DEVAIT S'ENGAGER A RENFORCER LA COOPERATION EXISTANTE ET A CONSOLIDER LES COURANTS D'EXPORTATION DES PAYS MEDITERRANEENS ET NOTAMMENT DE LA TUNISIE SUR LE MARCHE COMMUNAUTAIRE, APRES L'ELARGISSEMENT DE CELLE-CI A L'ESPAGNE ET AU PORTUGAL.

M. PISANI A SUGGERE LA MISE EN OEUVRE D'UNE ETUDE SUR LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES INTRA-MEDITERRANEENS ET INTRA-MAGHREBINS AU COURS DES 20 PROCHAINES ANNEES EN SE BASANT SUR PLUSIEURS SCENARIOS (REALISATION DE L'UNIFICATION MAGHREBINE OU PAS). LE PREMIER MINISTRE M'ZALI A MARQUE SON INTERET POUR UNE TELLE ETUDE.

LA REUNION DE TRAVAIL A ETE SUIVIE D'UNE CONFERENCE DE PRESSE CONJOINTE DE MM. M'ZALI ET PISANI, A LAQUELLE ASSISTAIENT EGALEMENT L'AMBASSADEUR DU MAROC ET UN REPRESENTANT DE L'AMBASSADE D'ALGERIE.

4.8 RELATIONS AVEC LES ETATS ACP

A) ORIENTATIONS DES FUTURES NEGOCIATIONS ACP-CEE

M. PISANI A PROCEDÉ JEUDI A UN LARGE ECHANGE DE VUES AVEC LES REPRESENTANTS PERMANENTS A L'OCCASION DE LEUR DEJEUNER DE TRAVAIL. LE COREPER EST MAINTENANT SAISI DES PRINCIPAUX POINTS RETENUS PAR LE GROUPE ACP DU CONSEIL, TANT SUR LA TACTIQUE DE LA NEGOCIATION QUE SUR LES SUJETS DE SUBSTANCE SOULEVES PAR LA COMMISSION.

B) AFRIQUE OCCIDENTALE

M. PISANI A INFORME LA COMMISSION DES RESULTATS DE SES ENTRETIENS AVEC LES CHEFS D'ETAT DU SENEGAL, DE LA COTE D'IVOIRE ET DE LA GUINEE AUXQUELS IL VIENT DE RENDRE VISITE. SES CONVERSATIONS ONT PORTE POUR L'ESSENTIEL SUR LA PREPARATION DES PROCHAINES NEGOCIATIONS ACP-CEE ET ONT REVELE UN INTERET POSITIF A L'EGARD DE L'APPROCHE PROPOSEE PAR LA COMMISSION.

C) COMITE DES AMBASSADEURS (4 MAI) ET CONSEILS (18-20 MAI)

- EN MAI AURONT LIEU TROIS REUNIONS MINISTERIELLES :
- 18 MAI : COMITE ART. 108 (COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE)
 - 19 MAI : CONSEIL EXTRAORDINAIRE - STABEX
 - 19-20 MAI : 8E CONSEIL ORDINAIRE ACP-CEE.

LE 4 MAI, LE COMITE DES AMBASSADEURS A PROCEDÉ A LA TRADITIONNELLE PREPARATION DE CES REUNIONS DONT LES POINTS FORTS CONCERNENT :

- STABEX - SITUATION FINANCIERE EN 1980 ET 81 ET ANALYSE : LA COMMISSION A PRESENTE UN DOCUMENT ANALYSANT LES CAUSES, NOTAMMENT STRUCTURELLES, DES PROBLEMES.

- STABEX (GESTION COURANTE) : INCLUSION DE NOUVEAUX PRODUITS (LA COMMUNAUTE A DEJA FAIT ETAT DE SA POSITION EN SOUS-COMITE AU SUJET DU TABAC, DES AGRUMES, DES PRODUITS DU SISAL, DU CONTREPLAQUE ET DE LA PATE DE BOIS, POSITION QUI NE LAISSE GUERE D'ESPOIR D'UNE REponse POSITIVE D'ICI LA FIN DE L'OME II), PROBLEMES TECHNIQUES LIES A L'EXAMEN DES DEMANDES DE TRANSFERTS ET A LA RECONSTITUTION DES FONDS, DEMANDES DU NIGER ET DE FIDJI.



6
- SUCRE : EXAMEN DES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA GARANTIE ET DEMANDE D'ADHESION DE LA COTE D'IVOIRE AU PROTOCOLE : DOSSIERS NON ENCORE REGLES.

- SYSMIN ET POTENTIEL MINIER : ETAT DE LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION ET ANALYSE DE LA SITUATION.

- COOPERATION FINANCIERE ET TECHNIQUE : CONCLUSIONS DU COMITE ART. 108.

DE PLUS LE CONSEIL TRAITERA DE DIVERS SUJETS RELEVANT DE LA COOPERATION COMMERCIALE (LA QUESTION DES IGNAME EST REGLEE, LA CEE A APPORTE UNE SOLUTION A CELLE DES SONS, QUI NE SATISFAIT PAS ENTIEREMENT LES ACP. LE DOSSIER 'FRAISES' N'A PAS AVANCE), DOUANIERE (BONNES PERSPECTIVES POUR UNE NOUVELLE DEROGATION EN FAVEUR DES MOUCHES DU KENYA ET DU MALAWI), INDUSTRIELLE, AGRICOLE (LES DERNIERS PROBLEMES LIES A LA MISE SUR PIED DU CENTRE SEMBLANT EN VOIE DE SOLUTION).

ENFIN SERONT EVOQUES DES SUJETS NE RELEVANT PAS DE LA COOPERATION COURANTE :

- EN POINTS B (ORDRE DU JOUR NORMAL, MAIS LA CEE NE VEUT PAS DE CONCLUSIONS) : RAPPORT DES CO-PRESIDENTS DU COMITE SUR LES ETUDIANTS ACP ET SITUATION EN AFRIQUE AUSTRALE.

- EN POINTS C (DISCUSSION LIBRE, SANS CONCLUSIONS) : COOPERATION CULTURELLE, ECHANGE DE VUES SUR LA CNUCED ET MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME RESULTANT DE LA CONFERENCE DE PARIS (1981) SUR LES PMA.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

